



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
interministérielle  
du numérique**

**Agence nationale de la sécurité  
des systèmes d'information**

*Paris, le 27 mars 2023*

Madame la directrice interministérielle du  
numérique

Monsieur le directeur général de l'agence nationale  
de la sécurité des systèmes d'information

à

Monsieur le directeur de cabinet de la Première  
ministre

**Objet : Avis de la DINUM et de l'ANSSI sur la demande de dérogation des ministères sociaux quant au  
déploiement de la suite collaborative Office 365.**

**Réf. :** Note à la Première ministre en date du 20 janvier 2023 des ministres François Braun et Jean-  
Christophe Combe au sujet d'une demande d'adaptation du périmètre de dérogation à la  
doctrine cloud pour les ministères sociaux.

Vous nous interrogez sur la pertinence des arguments développés par le ministère de la santé et de la  
prévention afin de justifier la poursuite du déploiement de la suite collaborative Office 365 au sein du  
ministère, cette suite étant déjà déployée au sein des ministères sociaux, notamment au ministère du  
travail.

**Il nous paraît essentiel de ne pas autoriser ce déploiement, l'utilisation des solutions standards cloud de  
Microsoft restant problématique à de nombreux points de vue : soumission au droit américain à portée  
extraterritoriale, coût élevé des licences nécessaires à un niveau de sécurité acceptable et absence de  
solution alternative en cas d'indisponibilité de la plateforme.** En outre, et ce point est également  
essentiel, ce déploiement complémentaire sur un grand ministère, sensible politiquement, affaiblirait  
directement la position française d'un renforcement des exigences de souveraineté numérique  
européenne, que nous portons dans nos contacts bilatéraux et qui est ainsi inscrit dans la déclaration  
franco-allemande du 22 janvier 2023 et dans les négociations européennes en cours sur la certification  
de cybersécurité des offres cloud.

**Sous réserve d'un examen approfondi auquel nous pouvons concourir, des solutions à court terme  
peuvent être recherchées afin de sécuriser le système d'information du ministère et rejoindre le travail  
interministériel en cours de construction d'une alternative souveraine de qualité.**

Plus en détail, il nous paraît important d'apporter des précisions sur plusieurs points exposés:

- **L'utilisation d'Office 365 au ministère du travail n'a pas été estimée conforme à la doctrine relative à l'usage du cloud au sein de l'Etat car la circulaire qui la contient a été publiée le 5 juillet 2021, postérieurement aux engagements pris par le ministère sur le périmètre des agents du ministère du travail. Cet avis s'appuyant sur la non-rétroactivité de la doctrine ne peut servir d'exemple ou de preuve de conformité future.**
- **Le déploiement d'Office 365 au ministère du travail a certes fait l'objet d'un accompagnement par l'ANSSI, afin de limiter les autres risques de cybersécurité hors captation par les autorités américaines inhérents à cette transition. Néanmoins, le plan d'action issu de cet accompagnement met encore en évidence plusieurs évolutions nécessaires à l'atteinte d'un niveau de sécurité adéquat. Or les plus structurantes de ces évolutions se révèlent inenvisageables avec les licences Office 365 actuellement détenues par le ministère. La mise en œuvre de ces évolutions, qu'un élargissement du périmètre de déploiement rendrait encore plus indispensable, ne pourrait se faire qu'avec des licences plus étendues au coût sensiblement plus élevé. Cette évolution contractuelle nécessaire à la cybersécurité du ministère du travail aurait un impact significatif sur les conditions financières du déploiement étendu envisagé par le ministère, impact dont l'évaluation est absente de la demande de dérogation.**
- **Les mécanismes de chiffrement des données dans le cloud, quels qu'ils soient, ne garantissent pas dans l'analyse de l'ANSSI l'impossibilité pour un fournisseur de services cloud d'accéder aux données.** Les rapports publiés périodiquement par les principaux fournisseurs de services cloud (Amazon, Microsoft, Google) sur le nombre de requêtes d'accès aux données de leurs clients émises par l'administration américaine confirme que ces opérateurs s'y conforment à chaque fois que ces requêtes sont jugées légitimes. Ces considérations ont conduit le ministère du travail à prévoir, comme l'indique le courrier des ministres, une classification des données qu'il détient en plusieurs niveaux de sensibilité, dont le plus élevé ne pourrait en tout état de cause pas être transféré dans un cloud soumis au droit extra-européen. Ce travail de classification nécessiterait cependant un effort très conséquent, et n'a pas pu être mené à bien à ce jour faute de capacité du ministère à mobiliser les ressources nécessaires.
- **De même, les ministères sociaux s'inquiètent de la fin de support de Microsoft pour leurs solutions *on premises* et justifient ainsi l'urgence d'une bascule vers O365 pour éviter de se retrouver sans alternative. Cela est contradictoire avec notre politique de résilience à deux titres : premièrement, la disponibilité d'un plan de repli aurait dû être anticipée et mériterait des échanges plus approfondis avec Microsoft et deuxièmement, la bascule vers O365 dans le modèle de licence actuel est un choix qui privera également durablement les ministères sociaux d'alternative, ce qui serait problématique en cas d'interruption de service. La disponibilité d'un plan de repli - quel qu'il soit - doit faire partie de la proposition de Microsoft et comprendre impérativement la possibilité d'utiliser une suite compatible chez un autre hébergeur, à des prix garantis. Cela n'est pas le cas aujourd'hui.**
- **Enfin, point qui n'est pas mentionné dans le courrier des ministres, il est important de noter que, suite à l'invalidation du Privacy Shield par la CJUE le 16 juillet 2020, les transferts de données personnelles vers les Etats-Unis restent non conformes au droit européen et notamment au RGPD. La CNIL a eu l'occasion de le rappeler publiquement dans son avis pour la Conférence des présidents d'université et la Conférence des grandes écoles.**

Dans ces conditions, il apparaît que le recours à Office 365 au ministère du travail présente des risques immédiats auxquels il serait inopportun de soumettre l'ensemble des ministères sociaux.



Par ailleurs, une telle décision aurait des effets de bord considérables sur des travaux connexes :

- **Premièrement, se tiennent en ce moment les dernières négociations sur le futur référentiel européen de cybersécurité des offres cloud.** La France promeut avec vigueur depuis plus de deux ans l'adoption d'un référentiel protecteur vis-à-vis des législations non-européennes à caractère extraterritorial. Elle s'oppose pour cela à de nombreux Etats-membres et use de toute son influence à Bruxelles pour obtenir l'inscription de critères stricts d'immunité face aux législations non européennes pour les offres de cloud destinés aux cas d'utilisation les plus exigeants, notamment pour les systèmes d'informations sensibles des Etats, dont fait évidemment partie le ministère de la santé. La bascule d'un ministère comme ce dernier dans ce moment charnière nous semble de nature à décrédibiliser la position française.
- **Deuxièmement, des efforts considérables, à la fois financiers et humains, sont actuellement consacrés par des acteurs économiques pour développer des offres conformes à la doctrine française, y compris avec l'appui de l'Etat au travers de la stratégie d'accélération Cloud.** Ainsi, la société « Bleu », qui offrirait la technologie Office 365 commercialisée, opérée et sécurisée par des acteurs français, les sociétés françaises qualifiées SecNumCloud OVHCloud et Outscale, les nouveaux entrants comme Numspot sont autant d'offres qui sont tirées par la stratégie française pour le cloud et la demande des ministères. S'engager auprès de Microsoft au motif qu'il sera possible de basculer sur une solution de confiance, ce que nous nous sommes toujours refusés à faire, envoie à Microsoft le signal que le critère de qualification SecNumCloud est une exigence « optionnelle » pour l'Etat, ce qui n'est pas le cas. Les autres acteurs industriels pourraient également s'en émouvoir. En effet, la Direction générale des entreprises est sur le point d'annoncer la liste des lauréats de l'AAP collaboratif dont l'objet est de soutenir l'émergence d'alternatives souveraines aux solutions extra-européennes. Le télescopage de ces deux annonces serait mal perçu dans les milieux économiques et technologiques.
- **Troisièmement, la DINUM soutiendra ce mouvement en faveur d'alternatives en opérant elle-même une suite collaborative fondée sur des actifs libres leaders de leur segment.**

Sans nier les difficultés auxquelles les services des ministères sociaux sont confrontés, et réitérant la proposition d'accompagnement, il apparaît clairement que le choix de suite collaborative proposé ne permettra pas réellement de renforcer la sécurité du système d'information des ministères sociaux et engendra des coûts supplémentaires tout en fragilisant la position française à l'international et la stratégie de développement d'alternatives souveraines. Ce choix expose également le Gouvernement à des critiques fortes sur le plan médiatique, parlementaire et de la CNIL.

Nous restons à disposition des ministères sociaux pour explorer sans délais des pistes alternatives pour sécuriser l'environnement numérique des agents.



**Vincent STRUBEL**

Directeur général de l'agence nationale  
de sécurité des systèmes d'information



**Stéphanie SCHÆR**

Directrice interministérielle du  
numérique